

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Politiques provinciales comparées sous la direction de Jean Crête, Louis Imbeau et Guy Lachapelle, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1994, 343 p.

par Antonia Maioni

Revue québécoise de science politique, n° 27, 1995, p. 253-257.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/040382ar>

DOI: 10.7202/040382ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

Politiques provinciales comparées.

sous la direction de Jean Crête, Louis Imbeau et Guy Lachapelle, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1994, 343 pages.

Cet ouvrage essaie d'intégrer deux branches de recherche : la recherche comparative sur les provinces canadiennes et la recherche sur les politiques publiques comparées. Les auteurs qui y collaborent sont donc les «héritiers» de cette tradition qui a donné naissance à plusieurs

études sur les provinces canadiennes durant les années 1970 et au début des années 1980 et dont l'étude exhaustive de Marsha Chandler et William Chandler (1980) est un exemple remarquable. Plusieurs textes de ce recueil se servent aussi de méthodes de recherche des plus sophistiquées, qui relèvent des plus récentes avancées dans l'analyse des politiques publiques comparées des pays industrialisés.

Tous les collaborateurs privilégient la recherche comparative plutôt que l'étude de cas d'une province en particulier dans leur discussion des politiques publiques provinciales. Cette approche, très répandue dans les analyses comparatives des politiques publiques des sociétés avancées, est appliquée aux provinces canadiennes de façon éclectique, en utilisant diverses méthodes de recherche, banques de données et choix de variables. Le cadre analytique du livre est formulé dans le chapitre d'introduction (par Louis Imbeau et Guy Lachapelle) qui identifie trois formes d'activités gouvernementales dans les provinces: financières, réglementaires et administratives. Les textes qui suivent, répartis dans trois sections distinctes, essaient donc de décrire ou d'expliquer les variables dépendantes qui correspondent aux trois types d'intervention provinciale. L'analyse de déterminants de ces interventions va, de façon générale, à l'encontre des explications fondées sur la thèse de la convergence (tels le développement économique, la modernisation institutionnelle et la compétition engendrée par le "province-building") et met plutôt l'accent sur la divergence entre les provinces dans le développement des politiques publiques. Les auteurs attribuent généralement cette divergence à des facteurs dits «politiques», tels les enjeux du fédéralisme fiscal, le pouvoir relatif des forces sociales et des partis politiques ainsi que la compétition électorale.

La thèse de la divergence entre les provinces est illustrée de façon convaincante dans les chapitres qui traitent des dépenses publiques (Jean Crête et Louis Imbeau), des transferts intergouvernementaux (Gérald Bernier et David Irwin), des régimes privés de retraite (Marc Desjardins), des subventions à la collaboration université-entreprise (Réal Pelland) ainsi que des politiques d'administration locale (Patrick Moquay). En se servant des techniques de recherche

descriptives, Crête et Imbeau dressent un portrait de «la place de l'État dans la société» dans les différentes provinces. Si on remarque une certaine similitude dans les cycles économiques et la croissance des dépenses dans le temps, il faut néanmoins constater les différences importantes dans l'ampleur de l'activité financière des gouvernements provinciaux. Quant aux transferts du fédéral aux provinces, Bernier et Irwin nous rappellent que les soi-disant bénéficiaires du fédéralisme ne peuvent être constatés que par l'analyse comparative et systématique des critères et des programmes. Parsemé de tableaux comparatifs fort utiles (comme le sont d'ailleurs la plupart des contributions à cet ouvrage), ce texte trace l'évolution récente des revenus provinciaux attribuables aux transferts fédéraux. En illustrant le «niveau de dépendance» des provinces envers le fédéral, les auteurs offrent également un éclairage intéressant sur le débat autour des «gagnants» et des «perdants» du fédéralisme fiscal canadien.

Si plusieurs collaborateurs de cet ouvrage essaient de dresser un bilan des champs d'activités des gouvernements provinciaux et de comparer les politiques publiques de façon descriptive, certains s'efforcent aussi d'expliquer pourquoi ces différences existent en se servant d'outils de recherche quantitatifs. Inspiré par la richesse des études comparatives sur l'État-providence dans la littérature internationale, Guy Lachapelle présente une analyse de déterminants expliquant la variation dans les dépenses publiques des provinces en matière de politique sociale. En appliquant des techniques de recherche d'analyse multivariée (y compris une combinaison de données synchroniques et chronologiques), l'auteur retrace la piste d'études antérieures (notamment, Simeon et Miller, 1980) et conclut que si les transferts fédéraux ont eu le plus d'effet significatif dans la croissance des dépenses provinciales, les facteurs politiques, sociaux et économiques des provinces elles-mêmes sont aussi des déterminants importants. L'analyse multivariée est aussi employée par Nicole Bernier dans son analyse du niveau d'effort des provinces en matière de santé, et par Yves Denoncourt afin d'expliquer les écarts entre les provinces dans leurs politiques environnementales. Luc Bernier applique l'analyse de variance

afin de revoir l'étude de Marsha Chandler (1982) sur l'impact des partis politiques dans la création d'entreprises publiques. Quant au secteur privé, Réjean Landry et Chantal Blouin présentent une analyse complète qui cherche à la fois à dresser un bilan comparatif des subventions aux entreprises manufacturières et aussi à expliquer la variation dans les stratégies d'intervention provinciales (par le moyen de l'analyse de contenu).

La qualité des contributions est généralement d'un niveau impressionnant, mais cet ouvrage n'est pas sans quelques faiblesses. Premièrement, comme l'accent est mis sur l'agrégation des données, les textes manquent de détails quant au développement des politiques publiques et à leur portée dans la vie politique provinciale. Par ailleurs, l'ouvrage participe de méthodes de recherches diverses et plusieurs textes demandent un niveau de compréhension statistique qui réduit le potentiel du livre comme manuel de cours, au moins au niveau du premier cycle universitaire. Enfin, certaines analyses font usage de données un peu dépassées. Bien que cela n'enlève rien à la pertinence ou à la justesse des questions posées et bien que cela ne remette pas en cause l'utilité du livre comme outil de recherche, on aurait pu souhaiter que leurs auteurs s'efforcent de mettre à jour, dans la mesure du possible, les données sur lesquelles ils fondent leurs analyses. Les données récentes sont aujourd'hui facilement disponibles.

Dans l'ensemble, cependant, le bilan est nettement positif. Ce recueil comble une lacune évidente dans la recherche comparative sur les politiques publiques provinciales, tant en anglais qu'en français. Il faut aussi accueillir favorablement l'intérêt que manifeste ce groupe de chercheurs québécois pour les autres provinces canadiennes. De même, l'effort déployé afin de placer l'analyse des politiques québécoises dans une perspective comparative est remarquable. On doit surtout féliciter les directeurs de l'ouvrage pour avoir insisté sur le cadre comparatif. Celui-ci permet de situer l'étude des politiques provinciales dans le domaine plus vaste de la recherche sur les politiques publiques. Le livre de Crête, Imbeau et Lachapelle se révélera donc indispensable à tous ceux et celles qui s'intéressent aux

systemes politiques provinciaux et aux politiques publiques
dans une perspective comparative.

Antonia Maioni
Université McGill